

LES CONCLUSIONS D'UNE ÉTUDE SUR LA COOPÉRATION AGRICOLE

Mieux gérer une aide indispensable



Une aide indispensable mais qui devrait être mieux ventilée : c'est la conclusion d'une étude menée au Niger par une ONG locale sur l'aide au secteur agricole en Afrique subsaharienne. Les paysans interrogés ont l'impression de recevoir les « miettes » de cette aide.

« **C**E qui est sûr, c'est que les médias annoncent presque tous les jours des montants importants d'aides reçues par le pays mais seules des miettes parviennent aux bénéficiaires officiels que sont les paysans. » Cette opinion, c'est un paysan qui l'exprime en réponse à une étude menée au Niger sur les enjeux de l'aide au secteur agricole par une ONG de ce pays, ABC Ecologie. Selon cette étude (1), ce constat est partagé par la majorité des soixante-neuf agriculteurs interrogés. Pour ces paysans, « l'amélioration de l'efficacité de l'aide passe obligatoirement par la réduction des intermédiaires et le resserrement du contrôle de l'Etat sur les cadres responsables de la gestion de l'aide ».

Mais, « en dépit des critiques qu'ils portent sur la gestion de l'aide, tous les paysans enquêtés considèrent que celle-ci est indispensable pour le développement économique du Niger », souligne l'étude.

En ce qui concerne les actions à soutenir, une forte majorité - plus de 90 % des paysans interrogés, selon l'étude - cite notamment l'approvisionnement régulier en intrants, la vulgarisation d'équipements agricoles (charrues, charrettes) à des conditions de paiement accessibles, la multiplication des unités de transformation, la commercialisation des produits dans des conditions favorables.

Les cadres - responsables administratifs et d'ONG - interrogés dans cette enquête estiment que la décen-

tralisation et la spécialisation de l'aide sont des moyens d'améliorer son efficacité ; cela permet notamment de réduire les frais de gestion et de bien cibler les producteurs bénéficiaires. Selon le rapport, qui résume l'opinion de ces cadres, « cela suppose bien entendu le renforcement des organisations paysannes et des ONG ».

Développement à la base

L'étude publiée en annexe les devoirs écrits de certains élèves de trois établissements de Niamey, - lycée, collège, Ecole nationale d'administration - sur les thèmes de l'enquête. Pour un élève de l'ENA, dont la copie a reçu la meilleure note de son professeur, « il faut changer la politique des grands projets par celle des microréalizations et des petites opérations de développement rural. Ce sont des opérations de développement à la base qui associent les populations concernées aux différents cheminements du projet, leur offrant la possibilité de continuer d'eux-mêmes les activités une fois le projet terminé ». Cela rejoint l'opinion d'un élève du collège pour qui « l'aide internationale voulant dire un appui constant et dynamique des bailleurs de fonds, son efficacité vis-à-vis du secteur agricole nigérien passe surtout par la prise en compte des problèmes réels des populations ». Un lycéen de classe terminale dont la copie a obtenu la meilleure note rejoint l'opinion des agriculteurs quant il souligne que « l'aide au développement n'a pas répondu aux attentes des paysans parce que placée dans les mains des responsables sans formation, sans souci pour le développement du pays, et sans scrupule pour détourner l'aide à des fins inavouées ». ■

(1) « Réflexion sur les enjeux de l'aide au secteur agricole en Afrique subsaharienne, contribution du Niger », ABC Ecologie, janvier 1988, 40 pages.

Cette étude est tirée d'une enquête menée auprès de soixante-neuf paysans dont dix femmes, douze responsables d'ONG, huit cadres de l'administration publique, cinq commerçants de céréales.

C'est une contribution au groupe de travail de l'Inter-Réseaux « Les enjeux de l'aide au développement agricole ».